

élections communales

Vevey - 8 mars 2026

l'avenir sera décroissant

Le système capitaliste exploite sans limites les ressources naturelles et les personnes, à la seule recherche du profit par une croissance à tout prix. Il provoque l'épuisement des ressources, l'aggravation des inégalités et des bouleversements écologiques qui menacent nos conditions de vie. Contre les idéologies autoritaires, contre le durcissement des politiques néolibérales qui fragilisent la démocratie et la solidarité, contre les profits et les intérêts d'une minorité, nous défendons la vie, la santé et l'avenir du plus grand nombre.

Produire moins et partager plus

Il ne peut pas y avoir de croissance économique infinie dans un monde fini. Inévitablement, il faudra produire et consommer moins. Cela bouleversera notre société, et il faut éviter que ce soit pour le pire. Nous proposons une société porteuse d'espoir, tournée vers la solidarité, l'entraide, l'engagement écologique et la valorisation des biens communs, garantissant le bien-être de toutes dans le respect des limites planétaires.

Dans la société que nous voulons créer avec vous, il y aura des emplois locaux et diversifiés, évitant les déplacements coûteux en temps, en fatigue, en énergie et en argent. La politique du logement sera basée sur le principe du droit de chacune à un toit, et les nécessaires rénovations énergétiques ne seront pas à la charge des locataires. Les terrains et immeubles seront propriété publique pour les sortir de la spéculation immobilière. La politique fiscale imposera chacune selon ses réelles possibilités. Les transports en commun et les mobilités douces seront développées, l'usage de la voiture individuelle en ville sera réservé à celles qui en ont réellement besoin. Les espaces publics seront végétalisés pour en faire des jardins collectifs, lieux de partage et de communauté. L'agression publicitaire actuelle sera remplacée par du contenu culturel, associatif et vecteur de lien social, répandant la culture dans les villes, villages et quartiers. Des places en crèche sans délai d'attente seront garanties afin de favoriser l'égalité. L'entraide, la solidarité et l'égalité seront développées dans tous les domaines.

Si nous laissons faire, un capitalisme sans frein continuera de permettre à des multimilliardaires de multiplier encore leur fortune en détruisant les bases mêmes de la vie sur cette planète. La très grande majorité de la population en subira lourdement les

conséquences dans tous les aspects de sa vie, à commencer par les plus pauvres, d'ici et d'ailleurs. Les enfants aussi subiront les conséquences de nos choix politiques.

Nous voulons au contraire lutter d'un même mouvement contre la dégradation potentiellement catastrophique des conditions sociales et écologiques. Aucune politique écologique ne peut réussir sans justice sociale. De même, la meilleure politique sociale ne vaudra rien dans un environnement de canicules, de tempêtes et d'inondations. Nous proposons une sobriété socialement juste, une société qui prenne soin de toutes et en priorité des plus vulnérables, qui gaspille moins d'énergie et de matières premières et offre plus de vie, de partage, de sécurité, de joie. L'avenir décroissant et alternatif que nous créerons ensemble promeut les liens sociaux, fait de la convivialité une priorité et contribue à ce que chaque personne trouve sa place. Il vise au bonheur collectif, qui est plus que la somme des bonheurs individuels.

Décider ensemble

Un tel changement de cap ne se fera pas sans la participation active de la population.

Nous voulons d'abord une commune pour et par sa population, dans tous les domaines: logement, services publics, éducation, culture, sport, environnement, mobilité, solidarité internationale et égalité. Elle est l'espace commun qui nous lie. La politique permet de nous organiser pour y vivre de manière harmonieuse et pérenne.

Derrière l'autoritarisme et les décisions personnelles hors de contrôle auxquelles nous assistons à la tête des grandes puissances mondiales, c'est la tyrannie qui menace. Aussi nous voulons élargir, approfondir et renforcer la démocratie, pour décider collectivement de l'emploi des ressources disponibles et des infrastructures, ainsi que des conditions de vie et de travail.

- page 2
Justice Sociale
- page 3
La bourse ou la ville
- page 4
Le modèle du donut
- page 5
Nos limites, nos futurs
- pages 6-7
Nos candidatures au Conseil Communal
- page 8
On a qu'une ville
- page 9
Culture partout, culture par toutes
- page 10
Bilan et perspectives municipales
- page 11
Candidatures Municipales

da. ENSEMBLE À GAUCHE
décroissance alternatives

* Ce document utilise le féminin pour désigner toutes les identités de genre (féminin générique).

Justice sociale

La situation économique de la majorité de la population se dégrade. Combinées à une stagnation des salaires, l'inflation, la hausse des primes d'assurance et des loyers provoquent un accroissement des inégalités. Cette tendance a été renforcée par des allègements fiscaux pour les plus riches et des mesures d'austérité visant les services publics nécessaires aux classes moyennes et populaires. Nous voulons que la commune joue son rôle pour assurer la cohésion sociale et une vie digne.

Le projet de décroissance s'inscrit dans cette perspective: construire collectivement un avenir désirable fondé sur la justice sociale, la solidarité, le partage et la participation citoyenne. Une ville juste est une ville où chacune se sent légitime, reconnue et en sécurité dans l'espace public. L'égalité ne se décrète pas: elle se construit à travers des choix politiques concrets. Notre action priviliege les dimensions citoyennes et altruistes, qui sont essentielles à la vie.

Un toit est un droit

Avoir un toit, vivre en sécurité, et participer pleinement à la vie collective sont des conditions essentielles d'une société juste. Le logement, en particulier, ne peut être réduit à une marchandise soumise aux seules logiques du marché: c'est un droit fondamental.

De plus en plus de ménages doivent multiplier les sacrifices pour pouvoir se loger: travailler davantage, renoncer à des soins, réduire leur vie sociale. Ces stratégies ont des conséquences durables sur la santé, l'égalité et la cohésion sociale. Dès lors, les politiques publiques locales sont déterminantes.

La politique de l'habitat et du logement de Vevey est le fruit d'une vision traduite en mesures réalisables, portée notamment par notre camarade Gabriela Kämpf au sein de la Municipalité et adoptée en 2025. Nous voulons désormais mettre en œuvre ce plan d'action dans son ensemble pour répondre à la gravité et l'urgence des problèmes. Nous veillerons à continuer de porter ces thèmes par nos actions et revendications. Il est primordial que la commune intensifie une politique foncière et immobilière active. Elle doit entre autres utiliser pleinement le droit de préemption prévu par la législation cantonale pour acquérir des immeubles d'habitation et y développer des logements sociaux et coopératifs, hors de toute spéculation.

La commune doit aussi mener une politique résolue de lutte contre la gentrification. Elle doit utiliser tous les leviers à sa disposition pour empêcher les hausses de loyer abusives, œuvrer à leur baisse lorsque cela est possible, et garantir que l'ensemble des habitantes puisse se loger dignement à Vevey. Le rôle social des concierges doit être valorisé avec des incitations pour vivre sur place.

Besoin de toit

La Riviera vaudoise fait face à un manque criant de places d'hébergement d'urgence. En mai 2025, la fermeture du Hublot à Vevey a laissé l'Est vaudois sans solution pour les personnes sans abri, reportant la pression sur les structures voisines.

En mars 2025, en collaboration avec le collectif 43 m², nous avons déposé un postulat qui demande à la Municipalité d'agir, afin de renforcer la visibilité de cette problématique et la coordination intercommunale pour la mise en œuvre d'une politique des hébergements d'urgence. En décembre 2025, la commune a repris la gestion d'un abri de protection civile au Panorama et a pu mettre à disposition 24 lits d'urgence. Si l'ouverture rapide de lits d'urgence communaux a démontré la capacité d'action locale, l'offre reste insuffisante. Des solutions durables et coordonnées à l'échelle régionale sont indispensables.

Nos propositions

- Développer des solutions d'hébergement d'urgence pérennes sur le territoire communal
- Renforcer la coordination intercommunale et régionale en matière d'hébergement d'urgence
- Développer des solutions de logement de transition avec accompagnement pour la réinsertion sociale
- Assurer un suivi social renforcé pour favoriser les sorties durables de la précarité

Nos propositions

- Mettre en œuvre pleinement et sans délai la politique communale du logement adoptée en 2025
- Poursuivre la politique d'acquisition foncière par la commune, notamment en utilisant largement le droit de préemption, pour garantir des logements abordables
- Favoriser les possibilités d'utilisation des locaux vacants pour lutter contre la crise du logement

Je te crois

La loi réprime les actes de violence, qu'ils soient commis dans l'espace public ou dans la sphère privée.

Mais, trop souvent, les victimes n'ont pas de solution pour y échapper.

Les actes de violence restent une réalité tragique, comme l'ont montré plusieurs féminicides récents dans la région. Nous reconnaissons l'engagement fort de la Municipalité en faveur de l'égalité comme les actions de sensibilisation et de prévention qu'elle a menées durant cette dernière législature. Mais la protection des victimes reste insuffisante.

La violence s'installe bien en amont de l'issue fatale: le harcèlement, la domination économique ou le chantage sont des signaux qui exigent une mise à l'abri immédiate. Nous considérons que la sécurité des habitantes est un bien commun qui nécessite d'utiliser tous les leviers municipaux, y compris fonciers.

Nos propositions

- Développer des lieux d'accueil et d'hébergement sécurisés, accessibles immédiatement
- Renforcer la prévention et la sensibilisation en collaboration avec les associations spécialisées
- Améliorer l'orientation et l'accompagnement des victimes de violences
- Continuer à améliorer l'accueil des victimes lors de leurs contacts avec les autorités policières lors du dépôt de plainte
- Intégrer les auteurs de violences dans les dispositifs de lutte contre celles-ci

Droit de vivre

La précarité ne se limite pas à la pauvreté. Elle génère incertitude et instabilité et peut toucher des personnes disposant encore de revenus, mais fragilisées par la hausse des coûts et l'insécurité économique.

La précarité est issue de la mauvaise répartition des richesses et du modèle productiviste. Nous voulons la combattre sous toutes ses formes.

La réalité des personnes concernées est aggravée par le non-recours aux prestations sociales, estimé entre 20 % et 50 % des ayants-droit.

Malgré les efforts engagés ces dernières années – renforcement du travail social, développement du travail hors murs, création de guichets sociaux régionaux – l'accès effectif aux droits reste trop complexe et inégal.

Nos propositions

- Simplifier l'accès aux prestations sociales et renforcer l'information de proximité
- Soutenir durablement le travail social et les dispositifs d'accompagnement hors murs

Tintébins et trottinettes

Dans une société marquée par l'isolement et la fragmentation sociale, le lien entre les générations mérite un soin particulier. La mixité intergénérationnelle est une richesse: elle valorise les savoirs, renforce le sentiment d'utilité sociale et contribue à une société plus solidaire.

Nos propositions

- Créer et soutenir des espaces intergénérationnels, notamment par la mise en place de cantines communes entre écoles et EMS, l'implantation de crèches au sein ou à proximité des EMS, ainsi que le développement d'accueil de jour pour les seniors attendant à des structures d'accueil de l'enfance
- Favoriser les échanges et la transmission entre générations, en encourageant des activités scolaires et

parascolaires au sein des EMS et inversement, ainsi que des ateliers intergénérationnels réguliers permettant aux seniors de partager leurs savoirs avec les plus jeunes

- Promouvoir le maintien à domicile et étendre les projets de colocation intergénérationnelle, en facilitant l'accueil de jeunes ou d'étudiantes chez des personnes âgées, en collaboration avec les dispositifs cantonaux existants

Jardins divers

Chaque personne doit avoir une place à part entière et pouvoir participer à la vie collective sans discrimination. L'accessibilité universelle, la reconnaissance des diversités culturelles, sociales ou de genre et la lutte contre toute forme de discrimination que subissent les minorités sociales doivent guider toute l'action communale.

Valoriser la diversité culturelle, sociale, de genre et d'orientation affective et sexuelle est une condition essentielle du vivre-ensemble. L'espace public, les noms de lieux, les services et les dispositifs de soutien doivent refléter cette diversité et contribuer à déconstruire les normes dominantes qui excluent ou invisibilisent. Les violences et les discriminations contre les personnes LGBTQIA+ sont insuffisamment combattues. Nous voulons renforcer la sensibilisation et la prévention, et mettre en place des dispositifs de médiation et de signalement accessibles.

Nos propositions

- Repenser l'espace public et les politiques communales à l'aune de l'égalité, dégénérer ou féminiser les noms de rues et de places, prévoir des lieux adaptés à l'allaitement
- Valoriser activement la diversité culturelle, sociale et de genre dans la communication et les manifestations communales
- Promouvoir une convivialité urbaine inclusive et solidaire, en reconnaissant la pluralité des formes de famille, de liens, de soins et de solidarités
- Former mieux le personnel communal et les forces de l'ordre à la prise en compte des discriminations
- Soutenir concrètement les personnes LGBTQIA+ en créant et en renforçant des espaces d'accueil, d'écoute et d'accompagnement sûrs et inclusifs

Citoyennes de demain

L'éducation joue un rôle fondamental pour construire une société critique, solidaire et consciente des enjeux de son époque.

Face à la rapidité des transformations de notre société, il est essentiel de renforcer une éducation qui permette de comprendre le monde, d'y prendre part activement. Les défis liés au numérique, à la crise écologique et aux inégalités sociales nécessitent des actions de sensibilisation dès le plus jeune âge, en complément des programmes scolaires existants.

Nos propositions

- Développer en milieu scolaire la sensibilisation aux usages du numérique, en particulier aux risques liés aux réseaux sociaux, au cyberharcèlement, à la désinformation et à la protection des données
- Renforcer l'éducation à la réalité écologique et sociale, avec des projets pédagogiques locaux en lien avec la nature
- Mettre à disposition des budgets extrascolaires dédiés, afin de financer des activités en lien avec les enjeux écologiques et sociaux
- Travailier en collaboration avec les parents, les directions d'établissement, les enseignantes et les associations pour intégrer durablement ces thématiques dans la vie scolaire

dation AACTS, active dans la réduction des risques. Cet observatoire permettra aussi de mieux prendre en considération les personnes dont l'insécurité est la plus manifeste, celles qui n'ont pas de toit et aucune prise sur leur avenir. Ces personnes méritent d'être mises à l'abri de manière durable et accompagnées vers une insertion sociale et professionnelle. Toutes les usagères de l'espace public méritent notre attention. Le droit à l'insouciance et à se sentir bien dans l'espace public est un droit pour toutes.

Nos propositions

- Renforcer le travail social, notamment hors murs; être à l'écoute, documenter, rassurer, orienter
- Coordonner les actions sécuritaires aux niveaux cantonal et régional
- Renouveler l'éclairage public, en priorité dans le secteur de la gare
- Créer une commission municipale (personnes élues, professionnelles et membres de la société civile) pour développer des solutions adaptées localement

La bourse ou la ville?

Les mesures que nous proposons dans notre programme ont un coût financier. Si certaines peuvent se déployer en fixant des priorités avec les ressources existantes, d'autres en nécessitent de nouvelles. On ne peut donc pas se limiter à un discours simpliste en la matière et il est nécessaire d'adopter une stratégie financière.

Cela ne signifie toutefois pas que l'argent devienne la seule variable d'ajustement des politiques publiques, ni un alignement sur les méthodes de rentabilité des entreprises capitalistes en se concentrant uniquement sur des indicateurs. Une commune n'est pas une entreprise, nous n'avons pas de clients, mais des administrées; nous ne rendons pas des comptes à des actionnaires, mais à la population; enfin le service public ne se pilote pas en fonction de sa rentabilité, mais en lien avec les besoins.

Quand on parle d'investissements s'invite l'inquiétude de la dette. Or, c'est un faux problème lorsqu'il s'agit d'investissements productifs qui permettent largement de couvrir les intérêts de cette dette. Et l'objet de l'investissement est tout autant un actif tangible que de l'argent sur un compte en banque. Enfin, en termes de dettes, il n'y a pas uniquement celle financière, mais aussi les dettes écologique et sociale que nous ne pouvons pas ignorer et laisser en héritage.

Nos propositions

- Intégrer une stratégie financière dans le programme de législature en adéquation avec les objectifs politiques et les besoins de la population
- Lutter contre les tentatives de reports de charges du canton sur les communes
- Mettre en place des outils financiers pour soutenir la mission des services de l'administration et améliorer la transparence envers le Conseil communal et la population
- Renforcer notre politique d'investissements dans le patrimoine financier de la commune pour se substituer lorsque c'est nécessaire au marché dit libre

Entre plafond écologique et plancher social

Le donut, c'est quoi?

Le modèle du « donut », appelé ainsi par analogie à la forme du beignet, définit symboliquement trois zones: dans le trou à l'intérieur du donut, le mirinum social n'est pas assuré. À l'extérieur du donut, les limites planétaires (voir l'encadré plus loin) sont mises en danger. La chair du donut symbolise un espace juste et sûr pour l'humanité, garantissant les besoins fondamentaux, la dignité et l'égalité. Le modèle du donut postule que tout ne peut pas croître indéfiniment. Il induit aussi des choix politiques clairs: prioriser les besoins essentiels, réduire les activités destructrices, relocatez ce qui peut l'être, et renforcer les communs. Les neuf limites planétaires deviennent ainsi la boussole écologique de la commune, intégrées dans ses politiques, ses investissements, son aménagement du territoire, ses services publics et ses incitations.

Le changement climatique et la montée des inégalités sociales nous forcent à repenser notre manière de faire et de nous organiser. Cela veut dire évaluer systématiquement les politiques publiques, les investissements et les projets en tenant compte du plafond écologique et du plancher social, décloisonner les services communaux grâce à une vision globale à laquelle chacune participe, rendre visibles les arbitrages et assumer collectivement les choix nécessaires.

Cette façon de prendre les décisions ouvre la voie à un renforcement démocratique. Nous voulons créer les conditions pour que les habitantes puissent se rencontrer, s'organiser, partager des ressources et prendre soin collectivement de leur cadre de vie. Décider ensemble, dans le respect des limites planétaires, et construire une commune juste et solidaire. Nous voulons renforcer la solidarité et l'usage collectif contre la logique marchande en soutenant les initiatives d'entraide et d'échange non monétaires. Dans ce cadre, la dette ne peut plus être uniquement financière: la dette écologique et sociale laissée aux générations futures doit être pleinement intégrée dans les choix budgétaires. Investir aujourd'hui dans ces domaines n'est pas une charge, mais un investissement pour l'avenir, nécessaire pour éviter des coûts humains, écologiques et financiers bien plus élevés demain.

Nos propositions

- Soutenir la mise en œuvre systématique de consultations citoyennes, avec une réelle influence, pour les grands enjeux de la ville
- Renforcer et élargir le budget participatif, en s'appuyant sur l'expérience de la bourse aux projets durables
- Créer une Maison des associations, mettre en réseau les associations veveyssannes et renforcer leur reconnaissance ainsi que leurs moyens financiers et logistiques
- Soutenir les associations, les coopératives (habitat, alimentation, services), les initiatives locales de solidarité, les dispositifs de partage de ressources (bibliothèques d'objets, équipements mutualisés)
- Développer des lieux communautaires sur l'ensemble du territoire communal: maisons de quartier et autres lieux partagés (ateliers, jardins collectifs, espaces communautaires)
- Inclure les dettes sociale et écologique dans l'examen des grands projets communaux
- Informer la population au sujet de ces dettes lors de démarches participatives ou lors de décisions au sujet des grands projets de la commune

Nos limites, nos futurs

Notre planète n'est habitable que grâce à un équilibre fragile, dépendant de neuf limites planétaires à ne pas dépasser, sous peine de dérèglements brutaux et irréversibles. Aujourd'hui, sept de ces neuf limites sont déjà franchies. Le combat écologique n'est donc pas un thème parmi d'autres, mais une nécessité vitale.

Agir à l'échelle communale est possible. Décroissance alternatives défend une écologie concrète, sociale et démocratique, qui transforme nos systèmes alimentaires, énergétiques et territoriaux. Il faudra du courage politique pour transformer des intentions en actes, et des outils existants en changements concrets, mais c'est à cette condition que la vie, la justice sociale et la démocratie pourront durablement s'épanouir.

Énergie collective

L'énergie est au cœur du dépassement des limites planétaires. Mais la seule technologie n'est pas la solution: remplacer des énergies fossiles par des renouvelables sans réduire les usages reviendrait à déplacer les problèmes, notamment en termes de ressources, de pollution et d'inégalités.

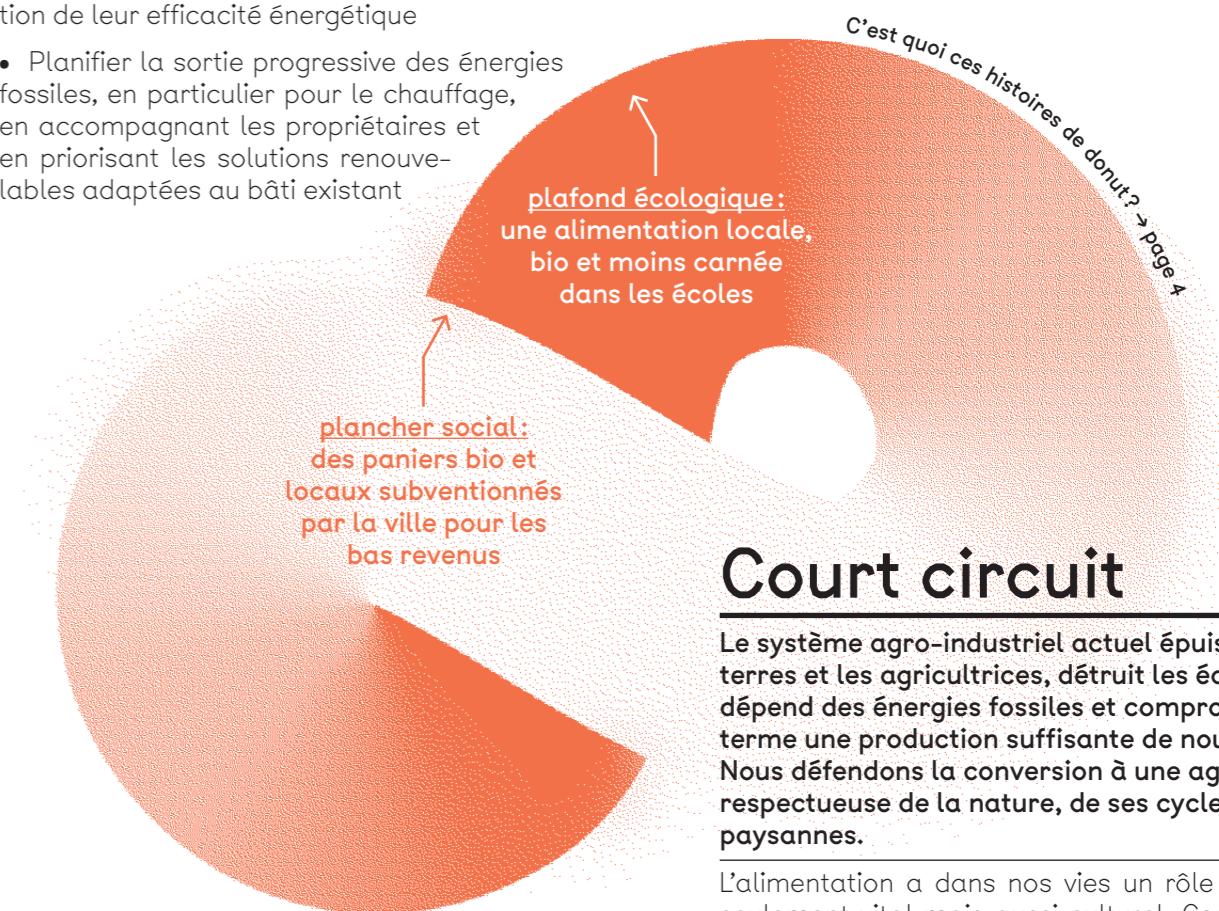
L'énergie n'est pas une marchandise comme une autre: c'est un bien commun essentiel, qui, dans le respect des limites planétaires, doit être attribué selon les besoins et non selon les moyens financiers. La transition énergétique exige donc d'examiner quels usages sont réellement nécessaires, pour quels besoins, et pour qui. Elle implique ensuite une production locale et renouvelable, qui réduit la dépendance aux énergies fossiles.

Les mesures prises durant la législature en cours (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments communaux, développement des énergies renouvelables et du chauffage à distance) ont déjà permis de réduire les consommations et d'enclencher une dynamique crédible et mesurable. Elles impliquent aussi les propriétaires privés et la population dans leurs modes de consommation. Les mesures prises en matière d'urbanisme diminuent aussi la consommation d'énergie sur le territoire communal par le développement des mobilités actives et des transports en commun.

Le défi est donc d'inscrire ces mesures dans la logique du donut: réduire notre empreinte énergétique pour rester sous le plafond écologique est nécessaire, mais il est tout aussi indispensable, par exemple, de maintenir des loyers abordables, condition essentielle du plancher social.

Nos propositions

- Encourager la sobriété énergétique et la réduction des gaspillages, par l'exemplarité de la commune et la sensibilisation de la population
- Poursuivre la politique actuelle en matière de rénovation des bâtiments communaux et d'amélioration de leur efficacité énergétique
- Planifier la sortie progressive des énergies fossiles, en particulier pour le chauffage, en accompagnant les propriétaires et en priorisant les solutions renouvelables adaptées au bâti existant



9 limites planétaires

Les limites planétaires sont les seuils à ne pas dépasser pour garantir durablement les conditions de la vie de l'espèce humaine sur terre selon le consensus scientifique. Les neuf processus retenus comme limites:

1. le bouleversement climatique;
2. la perte de biodiversité;
3. la perturbation des cycles de l'azote et du phosphore;
4. la perte de terres cultivables;
5. l'acidification des océans;
6. l'utilisation mondiale de l'eau;
7. l'appauvrissement de la couche d'ozone;
8. la pollution chimique de l'environnement;
9. l'augmentation des aérosols dans l'atmosphère.

Seules l'augmentation des aérosols dans l'atmosphère et l'appauvrissement de la couche d'ozone n'ont pas encore été dépassés. Lors de la législature 2021-2026, la ville de Vevey s'est dotée d'un plan climat communal construit sur des bases scientifiques solides. Il a permis de structurer des politiques publiques et d'enclencher des transformations réelles. On peut aujourd'hui faire un pas de plus en appliquant le modèle du donut (voir encadré) qui tient compte de l'ensemble des limites planétaires ainsi que des besoins sociaux, car Vevey participe à un programme pilote d'application à une commune.

Court circuit

Le système agro-industriel actuel épouse les terres et les agricultrices, détruit les écosystèmes, dépend des énergies fossiles et compromet à long terme une production suffisante de nourriture. Nous défendons la conversion à une agriculture respectueuse de la nature, de ses cycles, et des paysannes.

L'alimentation a dans nos vies un rôle central, non seulement vital mais aussi culturel. Comme activité économique, elle a un impact immense sur les écosystèmes. À Vevey, elle dépend très largement de l'agro-industrie. Nous voulons soutenir à l'échelle communale les productrices locales, développer des circuits courts, transformer la restauration collective et faire de l'alimentation un bien commun. Lors de la législature 2021-2026, la ville de Vevey a posé des bases en ce sens, notamment à travers le plan climat communal. Nous voulons poursuivre et amplifier cette dynamique.

Nos propositions

- Soutenir la paysannerie de la région en aidant les initiatives de promotion des circuits courts et les rencontres ville-campagne
- Promouvoir une alimentation végétarienne, locale et durable, en particulier dans les établissements dépendant de la commune
- Développer les potagers et vergers communautaires sur les espaces publics et privés, afin de relocatez une partie de l'alimentation, renforcer le lien social et transmettre des savoirs
- Valoriser le terrain communal des anciennes colonies des Monts-de-Corsier pour des projets pilotes de cultures nourricières dans une logique agroécologique et collective.

nos candidatures au conseil communal



Gabriela Kämpf, municipale, gestionnaire de projet spécialisée en nature et environnement



Yvan Luccarini, syndic, objecteur de croissance



Elodie Lopez, députée, conseillère communale, enseignante, chanteuse



Léandre Séraïdaris, citoyen décroissant, concepteur-rédacteur, photographe, contemplatif



Joëlle Minacci, travailleuse sociale, conseillère communale, députée, Conseil de fondation Les Églantines



Céline Hoyois, engagée dans la culture et l'administration d'une école de musique



Adrien Colin, cafetier, conseiller communal, Commission des finances, comité local Asloca, vélorutionnaire



Sabrina Berrocal, responsable master HES-SO en travail social, cofondatrice Epicoop, conseillère communale



Aurélien Ballif, indépendant, conseiller communal



Naomi Susan, vendeuse et community manager pour des associations et petites entreprises



Laurent Lavanchy, théologien, cycliste, retraité actif, conseiller communal, Commission des finances



Sarah Koller, chercheuse art-sciences, praticienne en écopsychologie, musique et écriture



Alexandre Vallotton, géologue et père de deux filles, conseiller communal



Manon Chollet, féministe, ancienne infirmière, sociologue



Olivier Devillers, directeur de création



Elodie Sierro, politologue, ONG enfance et jeunesse, membre Epicoop



Alain Gonthier, géographe, conseiller communal, Commissions finances et aménagement du territoire



Marc Bertholet, enseignant de géographie, conseiller communal, syndicat SSP, membre Asloca



Nima Aminian, enseignant mathématiques et sciences, ingénieur efp mathématiques



Frédéric Vallotton, tavernier, conseiller communal



Sandra Jarret, serveuse, programmatrice musicale



Elliott Messeiller, tavernier, enseignant en formation, conseiller communal, Commission de gestion



Amélie Guignard, marcheuse, lectrice, rêveuse déterminée, femme trans, idéliste impatiente



Yohan Nieto, artiste photographe indépendant



Margaux Colliard, étudiante et travailleuse en travail social, céramiste de formation



Luc Morier-Genoud, laborantin en physique, conseiller communal



Johann Paratte, entrepreneur, ingénieur en systèmes de communication



Pierre Chiffelle, avocat, conseiller communal, Commission des finances



Colin Pahlisch, enseignant et chercheur à l'unil, conseiller communal



Lucien Hürlimann, avocat, coprogrammateur du festival Friscènes, comité du festival Prémices



Cyril Gros, responsable de projet durabilité et climat, conseiller communal, Commission de gestion



Carole Meyer, encadrante, conseillère communale



Emilien Colin, musicien, créateur, bricoleur, administrateur culturel, consultant en ambiance



Lili Dos Santos, secrétaire sociale, naturopathe, bénévole basket, engagée pour la diversité



Baptiste Novet, psychologue, activiste antispciste, en exploration lente



Ludovic Rochat, musicien, poète, administrateur culturel, gérant de bar



Thomas Carmona, administrateur de résidences étudiantes, engagé dans l'associatif



Hervé Queyranne, papa, cycliste, engagé pour une transition durable et juste, conseiller communal

le 8 mars, votez la liste 5

da. ENSEMBLE À GAUCHE
décroissance alternatives

On n'a qu'une vi(lle)

Les politiques d'urbanisme, de mobilité, d'aménagement et de gestion des espaces publics ne sont pas de simples questions techniques: elles déterminent comment et où on vit, se déplace et se rencontre dans notre commune. Ces choix sont au cœur des questions sociales et environnementales.

Ce sont des domaines où la commune a des compétences concrètes, avec des effets sensibles et visibles pour la population. Pendant trop longtemps elle avait laissé faire, sans vision d'ensemble et sans cadre réglementaire cohérent. Un changement s'est amorcé dès 2019 puis s'est renforcé avec l'arrivée de la nouvelle Municipalité en 2021. Il faut persévérer, afin de construire une ville solidaire, inclusive, démocratique et respectueuse du climat.

Plates-bandes organisées

Cette législature 2021-2026 a vu l'approbation et l'entrée en vigueur du plan directeur communal. Il s'agit maintenant de le traduire dans des plans d'affectation et dans des réalisations concrètes. Nous veillerons à ce que la densification reste raisonnable et que des infrastructures suffisantes soient prévues (écoles, accueil de la petite enfance, espaces verts, etc.).

Le plan directeur communal définit la stratégie générale d'aménagement du territoire pour les prochaines années. Son application passe par l'établissement de plusieurs plans d'affectation. Ce travail se poursuivra donc durant la prochaine législature.

Dans ce processus, nous voulons que les services à la population rendent agréable l'inévitable densification et que les aménagements futurs favorisent la convivialité dans l'espace public. Cela passe par l'agrandissement des espaces de contemplation et de détente existants, la création de nouveaux espaces verts, le réaménagement des places, ainsi que l'extension des « zones de rencontre » – avec priorité piétonne – comme cela est prévu pour les rues du Simplon et d'Italie.

Pour lutter contre les îlots de chaleur, améliorer la qualité de vie et adapter la ville aux conséquences du réchauffement climatique, nous voulons ombrager davantage rues et places, principalement en plantant des arbres et, partout où cela est possible, désimperméabiliser et végétaliser les sols.

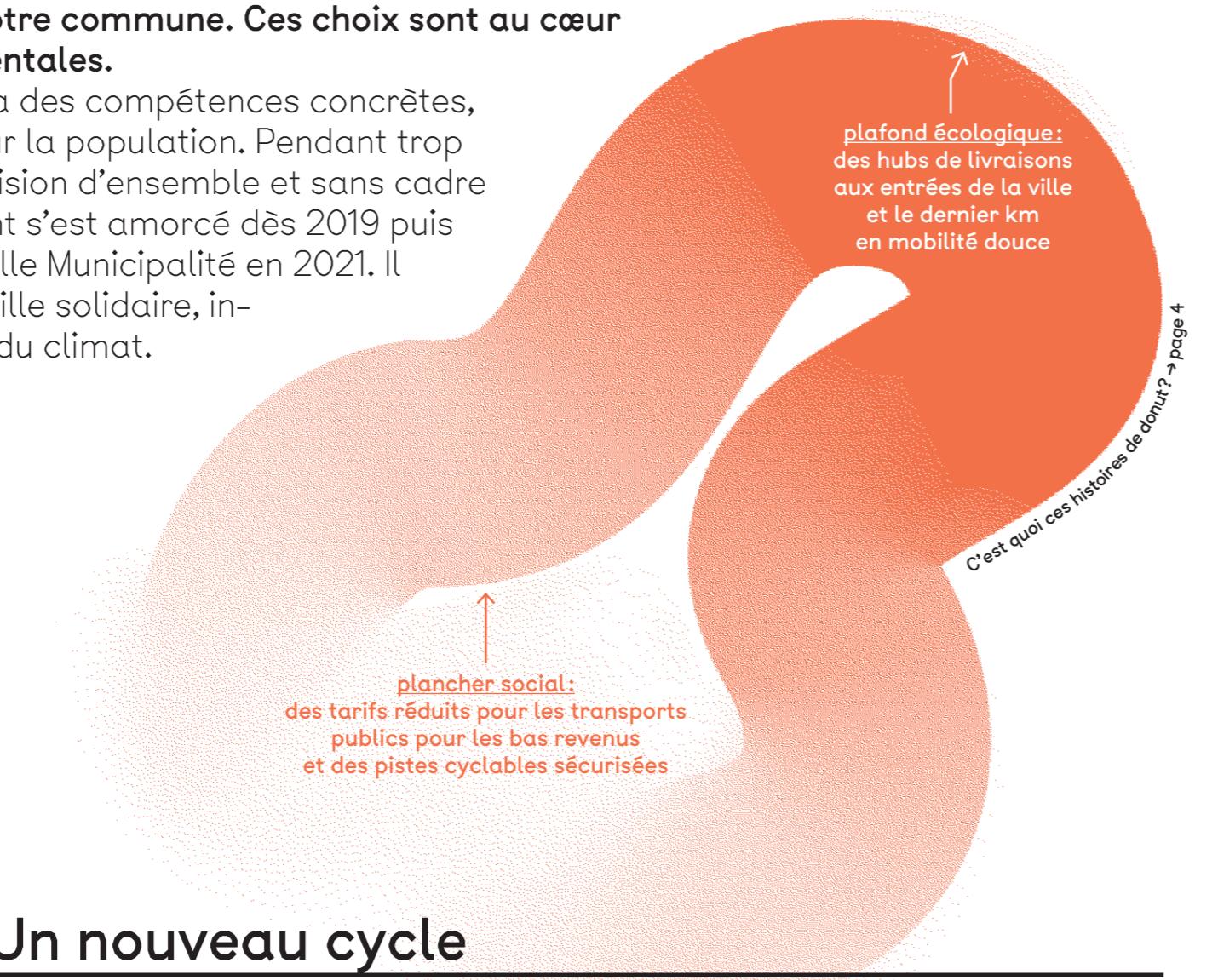
Un espace public plus accueillant pour toutes nécessite également un mobilier urbain adapté: amovible et modulable pour encourager la diversité des usages, les rencontres, la convivialité et la vie de quartier; mais aussi fixe avec des bancs à intervalles réguliers pour faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

Nos propositions

- Veiller à une densification raisonnable et garantir les infrastructures nécessaires
- Étendre les zones à priorité piétonne
- Augmenter fortement l'arborisation des rues et des places
- Réduire les surfaces de goudron
- Installer des bancs à intervalles rapprochés, pour faciliter les déplacements des aînées
- Renover l'éclairage public, pour plus de sécurité, moins de consommation et moins de pollution lumineuse
- Rendre le lac plus accessible, y compris pour les personnes en situation de handicap



Un nouveau cycle

Le plan directeur communal donne déjà la priorité aux modes de déplacement les plus sobres, les moins bruyants et les moins dangereux pour les autres. Ce principe doit encore être traduit dans la réalité. Comme l'espace public n'est pas extensible, cela veut dire réduire la place occupée par les automobiles, mobiles ou immobiles.

Pour cela nous voulons établir des cheminements piétonniers et cyclables continus, sûrs et accessibles. Nous voulons aussi faciliter l'accès aux transports publics, notamment en baissant leurs prix.

L'extension des zones 30 améliorera la sécurité des personnes les plus vulnérables dans l'espace public: enfants, personnes à mobilité réduite, piétonnes et cyclistes.

Vevey est l'une des villes les moins motorisées du canton, et l'une des plus généreuses en possibilités de stationnement: 18'000 places de parc, pour 7'300 véhicules immatriculés sur la commune (363 automobiles pour 1000 hab.).

Vevey est donc très accueillante pour ses visites motorisées. Il n'y a donc aucune

raison de céder aux constantes récriminations, politiquement intéressées, sur ce sujet. Arrêtons d'en faire des caisses!

Il va de soi que l'apaisement du trafic et la sécurité de toutes exigent que les règles existantes, en particulier les limitations de vitesse et les interdictions de circuler, soient respectées. Il faut également agir

contre les nuisances sonores liées à la circulation, entre autres par l'acquisition et l'installation de radars à bruit.

Le programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

Le programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l'intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d'autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

L'éclairage public est aussi

Lors de la législature 2021-2026, la ligne de la politique culturelle veveyssane n'a pas toujours été claire. Pour de nombreuses actrices culturelles, ce fut une législature difficile, les plaçant dans une situation inédite de compétition. Une situation dommageable pour les valeurs de partage et de solidarité caractéristiques du milieu.

Aujourd'hui, il est nécessaire de tirer un bilan de la stratégie 2019-2026 et de développer une nouvelle politique culturelle claire, en reprenant si besoin des aspects oubliés des états généraux de 2017. Cette stratégie communale doit répondre aux besoins de la population, des actrices concernées et à une vision de la culture multiple et accessible. Le rôle de la commune doit être clairement défini: connaître et aider son tissu culturel, être un levier, connecter, rassembler, faciliter et mettre en valeur, sans se substituer aux créatrices en place.

La culture n'a pas de sens si elle n'inclut pas l'ensemble des membres de la société. C'est pourquoi il est fondamental de la rendre accessible à chacune quels que soient son revenu, son identité, son origine, sa langue, sa classe sociale. Il s'agit aussi d'en encourager l'appropriation par toutes, et de laisser des espaces d'expression libres et ouverts.

Nos propositions

- Reconnaître le rôle central de la culture dans l'identité veveyssane et soutenir son dynamisme et sa diversité
- Veiller à l'équilibre des aides entre petites et grandes structures, entre l'offre culturelle et la création artistique, entre les différentes disciplines (musiques actuelles, arts vivants, arts visuels, littérature, etc.)
- Instaurer des tarifs accessibles (gratuits ou réduits) pour les bas revenus, par exemple en étendant la carte Sésame à ces personnes
- Soutenir des projets qui se déroulent hors des institutions (espaces publics, théâtres de verdure)
- Renforcer l'action culturelle dans les quartiers à travers des projets impliquant la population
- Développer l'action culturelle en collaboration avec les écoles, les établissements psychosociaux et les EMS
- Assurer un dialogue entre culture, tourisme, économie et travail social
- Soutenir et développer la création artistique (amélioration de la rémunération des artistes, aides aux résidences et à la recherche artistique) et les projets ou espaces favorisant la relève
- Orienter et soutenir les actrices culturelles dans leurs démarches administratives et financières
- Favoriser les créations locales, à taille humaine, et compatibles avec le respect des limites planétaires
- Envisager la création d'une commission culturelle
- Créer plus d'art dans l'espace public, en priorité un monument aux sorcières, symbole contre l'oppression des femmes

Et le sport, ça joue?

Le sport a des effets positifs sur la santé physique et mentale. Il permet des rencontres et des partages au-delà des clichés sociaux et générationnels. Nous soutenons la politique de la commune de Vevey qui encourage la pratique de l'activité physique. Elle met à disposition des salles, entretient des terrains, informe et subventionne. Elle a mis en place des programmes grand public, comme Sport pour toutes, Sport scolaire facultatif, Open Sport, Urban Training ou Gym poussette, et soutient de nombreuses associations sportives. Conscientes des problèmes de locaux sportifs et des pressions sur les infrastructures existantes, nous prônons un soutien au sport et une réponse aux besoins qui inclut une réflexion sur le respect des limites planétaires et la consommation énergétique. Nous défendons avant tout un sport vecteur de lien social, d'inclusion et de santé. Le sport d'élite et ses règles prônent l'esprit de compétition capitaliste. Ils suivent la même logique de concurrence entre individus, entreprises et nations. Cette conception du sport est contradictoire avec le monde que nous voulons. Nous souhaitons fournir des espaces et favoriser des initiatives qui rendent la pratique du sport plus collaborative, accessible à toutes, qui favorise le bien-être, la santé et le lien social.

Bilan et perspectives municipales

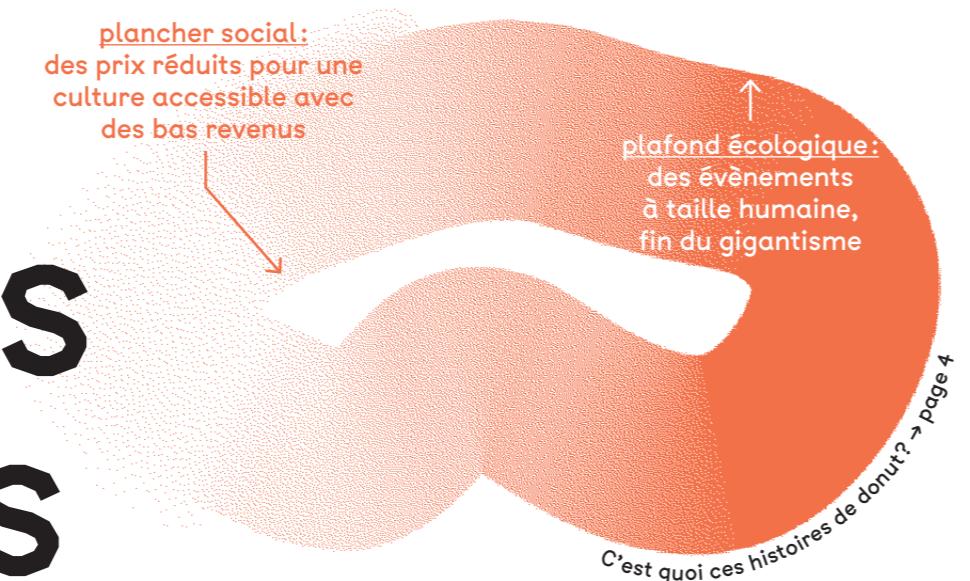
En 2021, la population nous a accordé deux sièges à la Municipalité et vingt-trois au Conseil communal. Une situation inédite pour notre groupe de gauche radicale prônant la décroissance.

Cinq ans à l'exécutif nous ont permis d'apprendre où étaient les leviers et de constater certaines limites, tant en termes de processus que de compétences, qui se situent le plus souvent aux échelons cantonal et fédéral.

Face à l'urgence sociale et écologique, nos institutions ne permettent pas un changement radical et rapide. À ce titre, notre présence à la Municipalité est un véritable terrain d'expérimentation. Malgré ces barrières, l'action communale, que nous avons voulu de proximité et participative, a permis de concrétiser des pratiques fidèles à nos valeurs: livrions à vélo gratuites, bourse aux projets durables, bulletin d'information communal, réparations de vélos et d'électroménager à prix doux, affichage culturel et informatif accru, 30 km/h de nuit, végétalisation des rues, aménagements pour la mobilité douce, politique du logement, plan climat (dont 50 % des mesures sont réalisées ou en cours de réalisation), planification d'une stratégie globale de durabilité.

En complément des actions directes et militantes du mouvement, nous avons une place à prendre dans l'institution: le Conseil communal mais aussi l'exécutif permettent d'assumer notre position et de porter la voix du terrain. Nous sommes déterminées à renforcer notre engagement avec l'ambition de nous présenter en présentant quatre candidates. Nous voulons maintenir le cap de la radicalité. Regards croisés de nos municipales sur leur expérience de cette législature

Gabriela: Attachée à la clarté de la mission, j'ai élaboré puis formalisé une vision et des objectifs pour mon champ d'action en tant que membre du collège municipal et responsable politique de services administratifs. Le service de la cohésion sociale sortait



Candidatures municipales

De gauche à droite:
Gabriela Kämpf, Léandre Séraïdaris,
Elodie Lopez et Yvan Luccarini
crédits photo: Yohan Nieto



Gabriela Kämpf a grandi dans le monde agricole à la Vallée de Joux, qui lui a donné le sens du concret. Puis, sa curiosité l'a menée à la découverte du monde et c'est finalement à Vevey que son instinct l'a conduite à s'installer. Depuis 2018, elle s'engage auprès de décroissance alternatives, partageant des valeurs profondes, anticapitalistes.

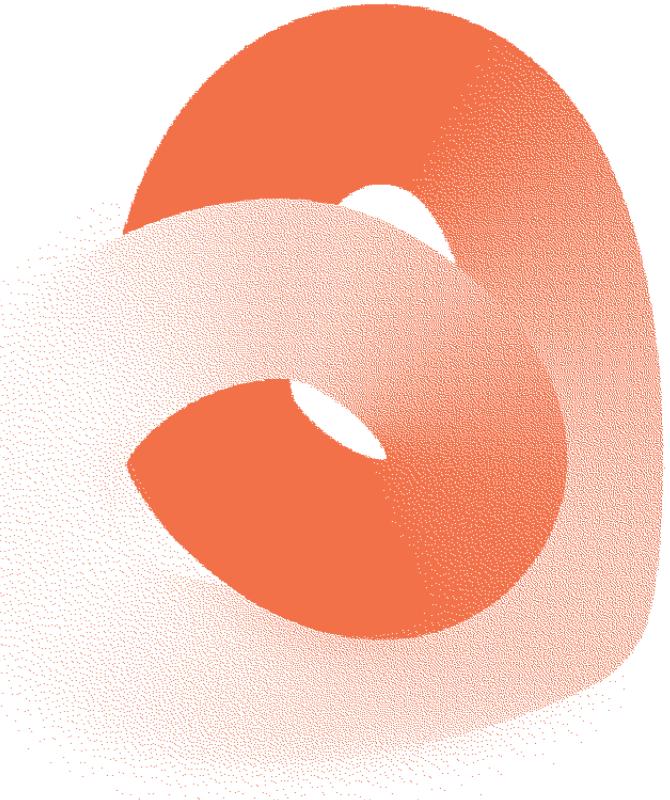
Ces cinq années à la Municipalité ont été pour elle enrichissantes humainement et politiquement (logement, diversités, bulletin communal, plan climat, bourse aux projets, etc.). Les actions de proximité peuvent faire une réelle différence, et elle croit au pouvoir des communautés locales dans notre monde globalisé.

Active dans la gestion, Gabriela a expérimenté l'industrie, le tourisme durable, la formation d'adultes, le management environnemental, et un grand projet urbanistique à Lausanne. Elle a une vision claire des enjeux sociaux, écologiques et de la transversalité. Être élue à l'exécutif demande une forte implication tout en devant rester connectée à la réalité, ce que lui offrent sa famille et ses amitiés par un soutien et un ancrage au quotidien. Issue d'un milieu modeste et amoureuse de la vie, elle défend la protection du vivant et l'égalité.

Née à Vevey en 1993 d'une mère franco-suisse et d'un père espagnol, **Elodie Lopez** hérite d'une histoire ouvrière marquée par l'exil, la dictature franquiste et l'occupation allemande. Elle est imprégnée d'un amour profond pour le lac et pour notre ville, qui a toujours été sa maison.

Elle a grandi au son des cloches de Saint-Martin, que sonnaient son arrière-grand-père. Gymnaste, puis monitrice de gym et de colo, remplaçante dans les écoles, elle s'engage tôt auprès des jeunes. Plusieurs fois, elle tente de partir de Vevey: Lausanne pour l'Uni, la Bolivie pour apprendre l'espagnol, Berne pour un emploi dans l'administration fédérale. Mais chaque fois elle revient à Vevey, où elle trouve du travail, des lieux de création et d'engagement, notamment culturels. Conseillère communale dès 2016, puis députée en 2021, elle affine son sens politique et ses connaissances institutionnelles. Elle s'engage pour la sobriété énergétique, la prévention des toxicodépendances et du racisme, la place des femmes en politique et la limitation de la publicité dans l'espace public. Elle préside la commission des pétitions du canton et siège au comité du Centre vaudois d'aide à la jeunesse. Elle cultive ce qui rend la vie riche: l'écriture, en co-fondant la Clamerie, scène littéraire participative, et le chant polyphonique, au sein du quintette vocal Tadââm. Actuellement en formation pour enseigner le français au secondaire II, elle souhaite entrer à la Municipalité pour contribuer à une gestion de la ville qui cultive sa vitalité culturelle et associative, et en fasse un exemple de ville durable.

Yvan Luccarini est né à Genève. Après des études en informatique, il s'est passionné pour la pratique du billard et s'est lancé comme indépendant en exploitant une salle de billard pendant six ans. C'est en juillet 2001 qu'il emménage à Vevey. Se sont ensuivis dix ans d'activité dans le domaine de l'impression au sein d'un atelier partagé à Vevey. En 2009, il découvre le mouvement pour la décroissance. Deux ans plus tard, il se lance seul dans les élections à la Municipalité de Vevey, ce qui lui permet de tisser des liens avec le mouvement Alternatives. Décidé à poursuivre son engagement politique tout en travaillant dans une épicerie, il s'engage également dans plusieurs associations locales et participe à la création du journal romand d'écologie politique Moins! Élu au Conseil communal en 2016, au Grand Conseil en 2017, à la Municipalité en août 2020 et réélu l'année suivante dans la fonction de syndic, il est actuellement en charge du secrétariat municipal, des relations humaines, des finances, des systèmes d'information, des affaires intercommunales et du musée Jenisch. Il est également président de la fondation Vevey Ville d'images et membre du comité exécutif de l'UCV pour y défendre les intérêts des communes vaudoises en tant que représentant de notre district.



Une gauche de gauche au Conseil d'État

En même temps que les élections communales, les personnes qui ont le droit de vote cantonal choisiront qui remplacera Rebecca Ruiz, démissionnaire du Conseil d'État en novembre 2025. Il y a trois candidatures: un UDC qui renforcerait la majorité de droite et ses attaques antisociales, un socialiste qui poursuivrait la même opposition molle qui a laissé ces attaques se produire sans réagir, et Agathe Raboud Sidorenko, candidate d'Ensemble à Gauche pour une gauche de gauche au Conseil d'État.

À l'échelle cantonale, les rapports de force politiques sont bien différents de ceux que nous connaissons à Vevey. La droite est majoritaire au Grand Conseil et au Conseil d'État. Depuis plusieurs années, sa politique est axée sur des propositions de baisses des impôts, qui bénéficient essentiellement aux plus riches et aux multinationales.

Résultat: cette majorité a vidé les caisses de l'Etat. Moins de recettes fiscales signifie moins d'argent pour financer le service public. Aujourd'hui, c'est la population qui paie le prix des cadeaux faits aux plus aisées. Car ils ont eu pour conséquence des coupes importantes dans les prestations publiques comme la santé, la prise en charge des personnes âgées ou l'accueil de jour des enfants.

Ce sont les femmes qui paient le plus cher ces conséquences, car elles sont les plus représentées dans les secteurs touchés. Ceci alors que l'égalité salariale se fait toujours attendre et qu'à la retraite, les rentes des femmes sont très basses.

EàG? Décroissance alternatives fait partie de la coalition Ensemble à Gauche, qui réunit plusieurs mouvements dans le canton, parmi lesquels Solidarité & Écologie (Yverdon) et SolidaritéS (Lausanne). Ensemble à Gauche forme un groupe parlementaire au Grand Conseil vaudois avec le POP (parti ouvrier populaire). L'ampleur qu'a prise la coalition ces dernières années nous a permis aujourd'hui de déposer plusieurs listes Ensemble à Gauche dans des communes vaudoises pour ces élections communales 2026, là où aucun mouvement similaire n'existe encore.

Aux côtés des milliers de salariées qui ont fait grève et manifesté leur mécontentement lors du mouvement social historique à la fin 2025, nous refusons la politique délétère et injuste menée actuellement. Pour porter ce refus de la politique des caisses vides et de l'austérité qui en découle, Ensemble à Gauche présente la candidature d'Agathe Raboud Sidorenko à l'élection complémentaire au Conseil d'Etat. Elle est conseillère communale à Lausanne, comédienne, média-trice culturelle et mère de deux enfants en bas âge. Avec Ensemble à Gauche, elle réclame dix mesures urgentes:

- L'annulation des coupes budgétaires prévues par le Conseil d'Etat

- La fin de la politique des caisses vides, avec l'objectif de faire rentrer 500 millions de recettes supplémentaires par an pour le canton par une augmentation de l'impôt sur le bénéfice des multinationales, la suppression de l'abattement sur les dividendes des grands actionnaires, une réévaluation de la valeur fiscale des immeubles et un renforcement de l'inspection fiscale
- La revalorisation des secteurs du social parapublic et de la santé, ainsi que l'amélioration des conditions de travail pour lutter contre la pénurie de personnel et la sous-dotation de ces secteurs
- Le renforcement des moyens pour l'école inclusive et la revalorisation salariale des assistantes à l'intégration scolaire
- Le renforcement de l'accueil en crèche et la revalorisation salariale des accueillantes en milieu familial
- Un salaire minimum cantonal à 4'500 CHF par mois
- Un abonnement aux transports publics régionaux à 100 CHF par année



- Un plan de lutte contre les violences sexistes et les féminicides
- Une réforme en profondeur du système pénal (police et prison) tenant compte des revendications des mouvements antiracistes
- Un engagement du canton en faveur de la solidarité internationale, en consacrant plus de moyens à l'aide humanitaire, notamment en faveur des populations de la Palestine, du Soudan et d'Ukraine. Et par un désinvestissement de la caisse de pension CPEV des placements liés à Israël

Pour une politique qui place en priorité les besoins fondamentaux de la population et non les profits de quelques-unes, pour une gauche de gauche au Conseil d'Etat, le 8 mars votez Agathe Raboud Sidorenko.

Contact

décroissance alternatives
Case postale 722 | 1800 Vevey 1
mail: info@davv.ch
canal Telegram: t.me/dcroissance_alternatives
Retrouvez-nous également sur instagram ou Facebook

Nous rencontrer

Venez nous rencontrer au marché du samedi et parfois par surprise dans les rues de Vevey!
Pour en apprendre plus, rendez-vous sur www.davv.ch/agenda

Nous soutenir

Caisse d'Épargne Riviera
CH89 0834 9000 1100 0814 2
en faveur de décroissance-alternatives
ou par TWINT à l'aide du QR suivant —→



Impressum

Edition: décroissance alternatives (da.), Vevey
Graphisme, maquette, mise en pages:
Adrien Colin
Illustration: Olivier Devillers
Photographies:
Yohan Nieto, Aïkin Braff & Sébastien Agnetti
Police partout: BTP (Émilie Rigaud)
Corrections: Merci les amies!
Impression: ESH Médias
Tirage: 14'000 exemplaires – Février 2026